

DES VILLES AUX MÉGAPOLES

Un milliard de nouveaux citadins sont attendus d'ici la fin du siècle prochain dans les pays du Sud ! Naguère qualifiée de « forme miraculeuse du capitalisme », la grande ville fut et demeure la première condition du marché capitaliste et constitue la matrice du changement social ; elle se trouve partout dorénavant au centre de bouleversements dont l'ampleur sans précédent ébranle les idées reçues et les interprétations trop simples. Il est douteux que l'on assiste dans les pays du Sud à une extension de la révolution urbaine connue au siècle dernier par les pays du Nord. La notion de crise renvoie, là comme ailleurs, à un état antérieur d'équilibre ou de « normalité » fonctionnant comme système de référence en grande partie mythique ; peu importe au fond que l'on parle de « crise » ou de « mutation » urbaine, puisque l'on retrouve dans l'usage de ces deux termes les idées de rupture et de tension qui rendent assez bien compte des deux mégaprocessus à l'œuvre : la mégapolisation et la mondialisation. Ces processus ne sont toutefois pas porteurs d'évolutions univoques et l'on doit s'interroger sur les scénarios contradictoires qui conduiront aux villes du futur.

L'hypothèse privilégiée est celle d'un changement de nature de l'urbain, d'une transformation profonde du sens des villes. Nous n'oublions pas, en effet, que la réflexion sur l'urbain croise un débat stratégique sur la maîtrise des transformations sociales dans un contexte marqué par le désengagement des États. Aujourd'hui comme hier (mais peut-être plus qu'hier et de manière différente), les politiques urbaines sont inséparables des grands choix de société, mais il s'avère indispensable de penser la révolution urbaine contemporaine avec des concepts différents de ceux qui ont servi à rendre compte de la révolution urbaine du siècle dernier. L'on s'efforcera, dans un premier temps, de caractériser la rupture, à la

Fonds Documentaire IRD



010022932

Fonds Documentaire IRD
Cote : B*22932 Ex :

fois quantitative et qualitative, qui conduit à de nouvelles figures urbaines. Dans un second temps, l'on rendra compte de cette rupture à travers l'analyse des mégaprocessus que constituent la mégapolisation et la mondialisation. L'on s'interrogera enfin sur les futurs possibles de la ville en restant dans les limites d'une prospective « raisonnable », c'est-à-dire point trop exotique par rapport aux tendances actuellement observables.

Les signes de rupture

Le mouvement historique, qui devrait se traduire à terme par une nouvelle civilisation urbaine, peut être caractérisé du double point de vue quantitatif et qualitatif.

Alors que les pays européens et nord-américains ont franchi le cap des 50 % d'urbains entre 1890 et 1920, ceux du Sud ne sauteront ce pas symbolique qu'entre 2010 et 2020 (même si certains d'entre eux l'ont déjà fait en Amérique latine et en Afrique). Dès le début des années 1980, pourtant, le nombre de citoyens vivant au Sud dépassait les effectifs urbanisés au Nord. Alors que l'Europe de la révolution industrielle (1860-1900) connaissait un taux moyen annuel de croissance de sa population urbaine à peine supérieur à 2 %, l'on enregistre aujourd'hui dans le Tiers-Monde un taux supérieur à 4 %, et cette urbanisation n'empêche pas la population rurale de croître ! Entre 1985 et 2025, les perspectives de population établies par les Nations unies sont les suivantes :

Région	Taux d'accroissement (%)		
	Population totale	Population urbaine	Population rurale
Monde	1,4	2,4	0,3
Pays industrialisés	1,0	1,9	- 0,5
P.V.D.	1,6	3,2	0,5
Afrique	2,9	4,5	1,7

Si les très grandes villes étaient encore majoritairement au Nord en 1960 (14 sur les 25 plus grandes), les proportions se trouvent inversées dès 1980 et, selon les estimations, parmi les 25 plus grandes villes du monde, 19 se trouveront au Sud en l'an 2000. À l'échelle de la planète, l'on sera passé de 114 villes millionnaires, concentrant 30 % de la population urbaine mondiale, à 640 villes regroupant 43 % de cette population.

Classement des plus grandes agglomérations du monde en 1960, 1980 et 2000

Agglomération	1960	1980	Agglomération	2000	Pop. (en millions)
	Pop. (en millions)			Pop. (en millions)	
New York	14,2	Tokyo-Yokohama	17,7	Mexico	25,8
Londres	10,7	New York	15,6	São Paulo	24,0
Tokyo-Yokohama	10,7	Mexico	14,5	Tokyo-Yokohama	20,2
Shanghai	10,7	São Paulo	12,8	Calcutta	16,5
Rhin-Ruhr	8,7	Shanghai	11,8	Bombay	16,0
Pékin	7,3	Londres	10,3	New York	15,8
Paris	7,2	Buenos Aires	10,1	Séoul	13,8
Buenos Aires	6,9	Calcutta	9,5	Téhéran	13,6
Los Angeles	6,6	Los Angeles	9,5	Shanghai	13,3
Moscou	6,3	Rhin-Ruhr	9,5	Rio de Janeiro	13,3
Chicago	6,0	Rio de Janeiro	9,2	Delhi	13,2
T'ien-tsin	6,0	Pékin	9,1	Jakarta	13,2
Osaka	5,7	Paris	8,7	Buenos Aires	13,2
Calcutta	5,6	Osaka	8,7	Karachi	12,0
Mexico	5,2	Bombay	8,5	Dakar	11,2
Rio de Janeiro	5,1	Séoul	8,5	Le Caire	11,1
São Paulo	4,8	Moscou	8,2	Manille	11,1
Milan	4,5	T'ien-tsin	7,7	Los Angeles	11,0
Le Caire	4,5	Le Caire	6,9	Bangkok	10,7
Bombay	4,2	Chicago	6,8	Osaka	10,5
Philadelphie	3,7	Jakarta	6,7	Pékin	10,4
Detroit	3,6	Milan	6,7	Moscou	10,4
Leningrad	3,5	Manille	6,0	T'ien-tsin	9,1
Naples	3,2	Delhi	5,9	Paris	8,7
Jakarta	2,8	Bagdad	3,9	Bagdad	7,4

Du point de vue qualitatif, les signes de rupture ne sont pas moins spectaculaires. Nous n'en retiendrons que trois qui affectent durablement les formes et le sens des villes : la fragmentation de l'espace, la dissolution des rapports sociaux et le désengagement de l'État. Dans ces trois domaines, nous nous contenterons d'une brève caractérisation, réservant à l'exposé des mégaprocessus des développements plus amples.

La fragmentation spatiale peut être lue à plusieurs échelles. Il s'agit d'abord de la formidable désarticulation territoriale que génère la doctrine des « pôles performants », lesquels n'ont pas nécessairement, au demeurant, de bases territoriales. Cette désarticulation a pour effet l'appauvrissement des diversités et constitue un obstacle aux ancrages territoriaux. C'est ensuite la montée de l'exclusion qui donne l'illusion d'une ville simplement duale (ville légale-régulière/ville illégale-irrégulière), mais produit, en fait, sur d'immenses espaces, une mosaïque, un assemblage inarticulé de « morceaux de villes ». La fragmentation spatiale apparaît enfin comme un effet des rapports paradoxaux entre le local et le mondial, par le renvoi à l'échelle locale de problèmes de régulation sociale et d'aménagement, dont l'ampleur et la complexité dépassent, et de loin, les microréalisations d'initiative populaire.

La dissolution des rapports sociaux se lit également à différentes échelles : celle de la famille, celle du quartier, celle des groupes. Les stratifications familiales sont chamboulées ; la paupérisation des classes moyennes et les blocages qui affectent la mobilité sociale réduisent les capacités d'intégration, cependant que la machine à exclure affecte des couches toujours plus nombreuses. On assiste à toutes sortes de reclassements, de réajustements, de réévaluation des stratégies et des pratiques, mais aussi des représentations qu'ont les acteurs sociaux de la ville.

Le nouveau « paradigme urbain » peut être considéré, en ce début des années 1990, comme une « marque déposée » de la Banque mondiale ; il se présente comme une machine à transformer radicalement les institutions nationales, de telle sorte qu'elles deviennent compatibles avec les demandes d'une économie de marché ; le souci de ménager les continuités historiques et culturelles se trouve relégué à l'arrière-plan. L'État est instamment prié de s'effacer dans les affaires urbaines ; il est sommé de déléguer ses res-

ponsabilités aux autorités locales (municipales, entre autres), lesquelles auront à promouvoir le « sens communautaire ». Cette mise en question brutale de la légitimité de l'État (et non de tel ou tel type d'État) bouleverse les régulations et les équilibres antérieurs et induit des situations d'instabilité aux conséquences imprévisibles.

La mégapolisation, pointe avancée de l'urbanisation

L'on définit généralement la mégapole par sa taille démographique et spatiale (10, 15 millions d'habitants et plus), alors que des agglomérations de taille plus modeste (autour de 2 millions) peuvent déjà réunir toutes les caractéristiques mégapolitaines.

Pour mieux comprendre le caractère inédit et complexe du processus de mégapolisation, on partira d'un essai de définition comparée de la métropole et de la mégapole.

La *métropole* organise son territoire ; à la fois ville-centre et transformateur, elle puise sa dynamique interne dans la production. Naguère considérée comme lieu par excellence de la reproduction de la force de travail, elle en arrive, depuis quelques décennies, à être traitée comme force productive. Les fonctions et les réseaux qui la structurent lui confèrent sa lisibilité.

La *mégapole* ne structure pas son territoire ; elle s'en nourrit. Cette boulimie se traduit, au plan spatial, par une prolifération sans logique apparente. Composante de l'urbain généralisé, la mégapole n'est pas pour autant un centre, ce qui brouille les recherches d'identité ; ensemble urbain non structuré, elle s'avère difficile à lire.

De ces définitions, on tirera la conclusion que la mégapole constitue moins un produit du gigantisme qu'elle ne correspond à une rupture fondamentale dans les rapports ville-production et ville-territoire. L'on se gardera de considérer d'une manière générale que les mégapoles constituent des sortes d'antichambres de l'enfer ! Il n'en reste pas moins que la mégapolisation engendre d'autres manières de vivre la ville et de vivre en ville.

Le gigantisme a-t-il des limites ?

La mégapole se nourrit de la croissance démographique très rapide (taux annuel d'accroissement moyen variant entre 3 et 5 % en Afrique) qui caractérise les situations de sous-développement. L'exode rural est considéré comme le transformateur majeur de ce dynamisme démographique en croissance urbaine, mais, dans la plupart des pays du Sud, cette composante de la croissance n'excède plus 50 %. Les causes du gigantisme sont l'effet conjugué de l'exode rural et d'un dynamisme interne des mégapoles, ce qui explique des périodes extraordinairement courtes de doublement de la population dans certaines mégapoles (entre 7 et 10 ans en Afrique). Est-ce à dire que l'amortissement de ce dynamisme imposera une limite au gigantisme ? Excepté en Afrique, ce que les démographes appellent la « transition démographique » est partout engagée. Il s'agit d'un processus dans lequel la courbe descendante de la natalité rejoignant celle de la mortalité, le rythme de croissance démographique diminue. Cette décélération n'aura pas d'effet immédiat sur la croissance urbaine pour des raisons structurelles faciles à comprendre : la structure par âges fait en particulier apparaître la grande jeunesse de la population des mégapoles du Sud.

Le gigantisme est aussi spatial. On considère, dans les mégapoles d'Afrique, que, lorsque sa population double, la superficie de l'agglomération triple. On comprend, dans ces conditions, que des villes simplement millionnaires dépassent déjà en superficie des métropoles européennes trois ou quatre fois plus peuplées. Les mégapoles prolifèrent sans logique apparente en consommant du territoire et en ignorant leurs sites, comme si, au-delà d'un certain seuil, se déclenchait une dynamique spatiale inédite dont aucun des modèles connus ne serait capable de rendre compte. Cette nouvelle dynamique fait surgir le débat sur les habitudes culturelles de la densité ; celles-ci opposent radicalement des aires géographiques partageant, par ailleurs, des caractéristiques communes (pauvreté, exclusion, etc.), telles que par exemple l'Afrique et l'Asie. Même dans ces situations opposées, on observe cependant le même refus du collectif vertical. Il serait néanmoins hasardeux d'en conclure que la « verticalisation » est en toutes circonstances l'antidote du gigantisme...

On a cru déceler une autre limite au gigantisme urbain en rapportant, de manière au demeurant contradictoire, la mégapolisation aux déterminants macroéconomiques. La relation négative et univoque établie entre « modernisation », synonyme de « décollage » économique, et croissance démographique pouvait annoncer le ralentissement de la croissance urbaine. Las ! La crise des années 1980 conduisit les prospectivistes à réviser leurs pronostics sur la croissance économique. L'hypothèse selon laquelle la crise économique mondiale constituait un frein à la mégapolisation se conforta alors. Une telle hypothèse ne résiste pas à l'analyse, même si, ici ou là, a pu se manifester une décélération de la croissance des plus grandes villes.

Le gigantisme doit en vérité être considéré plus comme un effet que comme une cause de la mégapolisation, et une mégapole ne peut pas se définir à partir d'un simple seuil de population situé à 5, 10 ou 15 millions d'habitants.

Se loger et habiter

Si c'est le travail et l'attrait du revenu qui attirent dans la mégapole¹, c'est à travers l'accès au logement que l'on s'y stabilise. La quête du logement, ou plus souvent de l'abri, est certainement la première préoccupation du néocitadin, que celle-ci passe par un hébergement, par une solution locative, par une course chaotique à la propriété ou par l'invasion ou le squatt. On a longtemps imaginé que les mégapoles étaient justiciables de projets de villes inventés au Nord, tels que la production de masse de logements locatifs selon une logique volontariste (le projet HLM) ou le projet de villes nouvelles. Les résultats furent presque toujours décevants, et l'on constate que de 70 à 80 % du parc est produit par des filières populaires en dehors de toute norme et de tout règlement. Les questions de l'irrégularité foncière et de la production informelle du logement renvoient à des stratégies patrimoniales souvent étalées sur plusieurs générations et développées en fonction de réseaux de solidarité.

Dans les mégapoles, en l'absence de grands réseaux de circulation réellement structurants tels que les réseaux en site propre de type métro, les réseaux secondaires souffrent d'une saturation quasi

permanente, au point que la rue non circulatoire avec ses prolongements en terrains non affectés finissent par constituer l'équipement de base. Les autres réseaux ne suivant pas (ou suivant avec un retard considérable – électricité, égouts et même eau potable), des équipements comme les écoles, les dispensaires ou les édifices religieux, souvent à peine visibles, deviennent des noyaux polarisant des morceaux de villes à grande ou moyenne échelle.

Le relâchement caractéristique de la contrainte du site sur le développement urbain est à l'origine de redoutables problèmes d'environnement. Les mégapoles sont synonymes de scénarios-catastrophes en termes de mortalité de masse ou, le plus souvent, de santé publique. Les énormes concentrations humaines, le caractère obsolète des équipements industriels et de services (les activités informelles échappent à tout contrôle de localisation et n'ont pas les moyens de réduire les nuisances qu'elles provoquent), l'occupation d'espaces impropres à l'urbanisation seraient sans doute maîtrisables grâce aux moyens actuels de l'ingénierie urbaine, mais les mégapoles ne disposent ni des moyens financiers ni des dispositifs institutionnels permettant la mise en œuvre de ce « paquet technologique ». La seule issue consiste donc dans l'invention de solutions alternatives qui ne sont malheureusement pas encore à la hauteur des défis imposés.

La dégradation de l'environnement joue déjà, dans bien des cas, un rôle répulsif et empêche les mégapoles de jouer un rôle à leur mesure dans l'accueil et la stimulation d'activités productives.

Vivre la mégapole

Explorée sous l'angle des ordres familiaux et culturels, communautaire et identitaire, la mégapole apparaît fragmentée. C'est, a-t-on pu dire, une ville mosaïque où se rassemblent ceux que les routes migrantes ont dispersés, le lieu où se renouent les parentèles et où s'ancrent les diasporas. Mais les mégapoles sont-elles encore ces « machines à transformer les paysans en citadins » ? Non, sans doute, si l'on considère que la plupart des habitants se trouvent inscrits sur des trajectoires d'urbanisation étalées sur plusieurs générations et ciblées sur un nouvel ancrage territorial. On vit la

mégapole de manière très différente selon que l'on est ou non dans un réseau et l'on aurait grand tort d'assimiler le clientélisme à une forme archaïque de sociabilité. Plusieurs questions se posent à cet égard : assiste-t-on d'une manière générale à une « retribalisation » des espaces urbains ? Comment se pose le problème du regroupement ethnique ? Existe-t-il encore une réalité de quartier dans la mégapole ? Les nouveaux territoires urbains fragmentés sont souvent assimilés à un dernier rempart avant l'extrême déshérence sociale et, de fait, la sortie de trajectoire, l'absence d'ancrage débouchent presque inéluctablement sur la violence et sur ses récupérations politiques, religieuses et/ou mafieuses, plutôt que sur un nouveau projet de citoyenneté pour les exclus.

Les mégapoles abritent finalement de grands groupes de population qui ne se côtoient plus (ceux qui habitent, ceux qui travaillent, ceux qui « loisent » et ceux qui commandent). La machine à exclure s'est emballée et fonctionne également au sein des catégories sociales les plus pauvres où elle provoque de nouvelles différenciations. Les mécanismes de la mobilité sociale ascendante cessent de permettre aux groupes cloisonnés de communiquer, fût-ce à la marge, d'autant que les représentations classiques (communautaristes, nationales, sociales) sont mises en échec pour rendre compte du rapport de l'individu au groupe.

C'est au bout du compte l'image du désordre qui prévaut, tempérée seulement par ce « monde enchanté des solidarités » dont on a peut-être surestimé les vertus et la capacité de résistance aux tendances lourdes s'exerçant à l'échelle mondiale.

La mondialisation et la gestion planétaire de l'urbain

On vit une formidable réorganisation du monde. Depuis le début des années 1980, le système-monde s'organise autour d'un ordre global auquel les États sont contraints de « s'ajuster ». Ce nouvel ordre est économique ; le développement n'est pas imaginé en dehors de l'intégration au marché mondial, mais l'extension du modèle productiviste à l'échelle de la planète se heurte à une double limite :

- elle est incompatible avec l'écosystème planétaire;
- elle malmène le travail conçu comme valeur structurante centrale.

Le nouveau système-monde peut être représenté comme une chaîne de paupérisation (celle des gens, celle des villes, celle des économies); la modernité liée à la mondialisation remet également en cause la manière de concevoir les rapports entre progrès économique, progrès politique et progrès social, ceux qui lient démocratie et développement. La démocratie se résume à la modernisation politique (élections libres et liberté d'expression).

Supports de la mondialisation, les mégapoles sont également transformées par elle, et le caractère structurel de la nouvelle donne oblige à repenser complètement les politiques urbaines. La mondialisation remet en effet en cause les États, mais elle instaure aussi de nouveaux rapports entre le local et le mondial et relance le débat sur le rôle de la culture et de l'histoire entre partisans de l'universalisme et tenants du relativisme.

Pour mieux comprendre le nouveau système-monde, nous privilégierons les « entrées » suivantes: la démographie, la science et la technologie, le travail et la culture.

Nouveau nomadisme

Dans l'histoire de l'humanité, on considère généralement que la révolution de l'urbanisation était la forme accomplie de la révolution précédente, celle de la sédentarisation. On s'interroge aujourd'hui sur une rémanence du nomadisme, et l'assimilation entre sédentarisation et progrès se trouve mise en cause.

Une mobilité à grand rayon se développe, qui organise un espace économique transnational et déconstruit les entités politiques existantes. Cette tendance suggère l'existence de territoires circulatoires, de véritables couloirs migratoires déployés à l'échelle de la planète. Ceux qu'opprime le nouveau système-monde (les « minorités », *lato sensu*) et sont mis en mouvement se déplacent en groupes, et ce grand chambardement a toutes les chances de durer un bon moment.

Vers un nouveau «paquet technologique» pour maîtriser les mégapoles ?

On a inventé, à l'extrême fin du XIX^e siècle, le «paquet technologique» permettant de maîtriser l'urbanisation. L'on perçoit bien dorénavant les limites de la pensée technicienne construite à partir de ce «paquet», mais il est plus malaisé d'identifier la pensée scientifique et technique qui permettra de penser la future planète-ville.

Il y a bien une révolution scientifique en cours s'appuyant sur de nouveaux cadres théoriques (entropie, théorie du chaos, etc.), sur de nouvelles technologies (biotechnologies, télématique) et sur de nouveaux matériaux (polymères), mais le nouveau «paquet technologique» inscrit dans un écosystème borné n'arrive pas à sortir de la logique productiviste.

Le travail et ses métamorphoses

C'est la fin de l'hégémonie industrielle et l'on assiste au renouvellement du rapport entre industrie et territoire (notion de bassin d'emploi). Les études menées sur le postfordisme mettent en évidence la nouvelle division internationale du travail (délocalisations), les nouveaux contenus du travail (travail immatériel, travail «au noir», mobilité sauvage) et les conséquences de cette réorganisation de la production sur la redéfinition du territoire urbain.

En référence à la révolution urbaine du XIX^e siècle, on peut dire que le travail salarié est fondateur de la ville moderne en ce qu'il conduit à la fonctionnalisation des espaces et induit à la fois les conditions d'accès au logement et la forme de ce dernier. Ce qui est en cause, aujourd'hui, c'est le recul du travail salarié, dont on s'aperçoit qu'il n'est pas généralisable à l'ensemble de la planète. Les réponses à ce constat sont de deux ordres: réponses de précarisation et réponses de recomposition affectant en particulier le temps de travail.

Malmené par le productivisme et par la mobilité de l'industrie, le travail salarié n'en continue pas moins à jouer le rôle de valeur structurante. Actuellement, tous ceux qui n'ont pas accès à un statut professionnel stable se retrouvent en situation d'exclusion. Ce

que l'on appelle l'informel, ou encore l'économie populaire urbaine, gagne cependant du terrain et pourrait bien préfigurer la déconnexion entre travail, emploi salarié et revenus. Mais, en empruntant à son tour une logique productiviste qui n'est pas la sienne, cette économie populaire risque à son tour d'épuiser sa propre dynamique. La question posée serait dès lors celle du passage du travail au non-travail comme valeur sociale structurante dans la mégapole. Une telle mutation entraîne à l'évidence de nouvelles règles du jeu, s'accompagne de reclassements, de recompositions des paysages politiques et économiques, aussi bien que des stratifications sociales et familiales. Ces nouvelles configurations émergent d'ores et déjà dans les mégapoles, mais leur évaluation reste à faire.

Cultures urbaines et recherche de nouvelles identités

La culture urbaine se perd dans la mise en scène de la marchandise, dans ce que l'on peut appeler le «spectaculaire-marchand»; elle prend les traits d'une culture kitsch à prétention universelle qui, à travers le sport et certains types de musique, efface les différences. Imbriquée dans cette culture «mondialisée» se développe également une culture foisonnante dans les quartiers (musique, art urbain), que l'on aurait tort de réduire à une spécificité résiduelle de groupes sociaux tenus à l'écart de la production des richesses. Plus qu'elle ne joue comme dérivatif au mal d'être en ville, cette culture du quartier exprime la recherche de nouvelles identités, la tentative d'appropriation des futurs possibles de la ville, plus que de ses usages actuels.

La perspective ainsi ouverte est clairement située hors de la perspective ouverte au Siècle des Lumières, et au bout de laquelle le talent fournissant le travail garant de la réussite individuelle qualifiait la ville comme foyer de vertus civilisatrices. Dans la mégapole contemporaine, cette planète des sans-abri et de l'habitat précaire où campent les «nouveaux barbares», les ruptures de trajectoires d'urbanisation, les sorties de réseaux font qu'il n'y a plus de futur perçu et que la violence s'installe, métaphorique dans bien des cas, mais de plus en plus souvent effective. Conduit à vivre dans le même

mouvement le temps et l'espace du quartier et celui du monde, l'habitant de la mégapole incorpore une nouvelle conception des changements d'échelle et de notions d'ordre et de désordre. Ces transformations portent en germe une séparation de la ville par rapport aux conceptions ancestrales de la cité et de la nation (l'on ne sait plus très bien faire apparaître les dimensions intriquées de la citoyenneté, de la nationalité).

Les perspectives

Les États parviennent de moins en moins à maîtriser ces mégapoles reliées au monde. Les villes du nouveau système-monde sont plus reliées entre elles par une véritable chaîne de villes qu'elles ne sont reliées chacune à leur territoire national. Cette chaîne, le long de laquelle on circule à des vitesses incroyables à saute-mouton (le temps du monde est, en particulier, marqué par la vitesse de circulation de l'information), relie les points d'un système beaucoup plus synchrone qu'auparavant, mais aussi beaucoup plus hiérarchisé (on assiste au décrochage de pays ou de groupes de pays situés au Sud).

On vit la rupture d'une relation millénaire entre la ville et la campagne dans le sens où il n'y a plus de vraie séparation entre les deux: la ville n'est plus pour l'essentiel lieu d'accueil de ruraux transplantés et les campagnes elles-mêmes s'urbanisent, se «rurbanisent».

Les idées de «fin de l'âge urbain» ou de «contre-urbanisation» relèvent d'une prospective à long terme pour le moins hasardeuse. On peut en revanche s'efforcer de cerner l'avenir des sociétés et des villes en fonction des options qui seront prises dans trois grands domaines.

- Les initiatives accompagnant la fin du rôle hégémonique de la «forme-travail-moderne» et l'ouverture à d'autres activités socialement structurantes.

- Le traitement de l'exclusion. La tendance est, nous l'avons vu, à l'aggravation des inégalités, à l'élargissement des exclusions. Dans

le même temps, l'absence d'un projet de transformation sociale qui se donne comme objectif une démocratie sans « barbares » urbains rend difficile la définition même de ces exclusions. Exclusion par la pauvreté liée aux inégalités de revenus, exclusion résultant de l'impossibilité d'accéder à l'emploi salarié et aux statuts sociaux stables, exclusion du logement, exclusion par le jeu de la reproduction sociale des élites et des différenciations culturelles. Ces différentes facettes de l'exclusion se superposent avec des ghettos riches surprotégés (le Nord est à cet égard dans le Sud), des zones tampons peuplées de couches moyennes désemparées, des centres dégradés, des banlieues où « campent » les plus pauvres (cette fois, c'est le Sud qui peut aussi être dans le Nord). Dans l'attente hypothétique d'une planète sans exclusion, il existe différentes manières de l'aménager : en modifier la nature, la tempérer ou la relativiser.

– L'armature urbaine mondiale. Toutes les hypothèses restent ouvertes sur le rôle que joueront les villes dans le futur système-monde. Assistera-t-on à un retour partiel des citadins dans un espace rural urbanisé ? Un écart de quelques points dans les pourcentages d'urbanisation peut conduire, dans cette hypothèse, à des paysages et à des modes de vie complètement différents. Ira-t-on vers une concentration ou vers un éclatement de l'explosion urbaine ? Les villes petites et moyennes pourraient contribuer à l'organisation d'une armature urbaine mondiale plus complexe et diversifiée que prévu. Après Venise, Gênes, Amsterdam, Londres et New York, s'achemine-t-on de nouveau vers un système-monde monopolaire, ou plutôt vers un système oligopolaire ? La montée en puissance de certaines grandes régions (Asie du Sud et du Sud-Est, Amérique du Sud) pousse vers une armature urbaine mondiale organisée en un réseau de mégapoles régionales.

Peut-on lire le futur des villes dans les dessins et les desseins de villes actuelles ? S'il est vrai que le projet urbain est la représentation d'un projet de société, sa matérialisation optimale, il n'est pas dit que l'architecture et l'art urbain puissent encore projeter l'avenir à la façon de l'agora grecque ou des représentations de l'espace public républicain au XIX^e siècle en France (l'École et la Mairie).

Dans la planète-ville qui émerge, la question centrale est bien celle de la démocratie et de l'espace public, support de l'espace

politique. Ce dernier se construit entre les lieux contraints de l'identification communautaire et les « non-lieux », ces espaces qui, selon M. Augé, « ne peuvent se définir ni comme identitaires, ni comme relationnels, ni comme historiques » ; composés de liberté et de solitude absolues qui, selon un scénario postmoderne effrayant, préfigureraient une ville du futur... à jeter après emploi !

Émile Le Bris
Gustave Massiah

NOTES

¹ Le modèle de Todaro (1971) formalise « l'hypothèse que les individus fondent leur décision d'émigrer sur des considérations de maximisation du revenu et que leurs calculs reposent sur les revenus qu'ils pensent pouvoir escompter en ville et à la campagne », et ce même si les chances de trouver un emploi (en particulier salarié) sont extrêmement limitées.

BIBLIOGRAPHIE

- Benko G. et Lipietz A., *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géométrie économique*, Paris, PUF, 1992.
- Gendreau F., *La population de l'Afrique. Manuel de démographie africaine*, Paris, Karthala-CEPED, 1993.
- Le Bris E. et Massiah G., Exposition permanente sur la ville. Préparation du programme, ACT consultants, cité des Sciences et de l'Industrie, ronéo, mars 1993.
- Moriconi-Ébrard F., *L'urbanisation du monde depuis 1950*, coll. « villes », Paris, Anthropos, 1993.
- Peemans J.-Ph., « Quelques enjeux théoriques et politiques de l'internationalisation en rapport avec les dynamiques de longue période », Louvain-la-Neuve, ronéo, octobre 1993.

Sous la direction de
Thierry Paquot

Le Monde des villes
Panorama urbain de la planète

010002144

O.R.S.T.O.M.	
DE: 84D	UR: 5A
COO. DOC. n° 2576 de 1997	

Bibliothèque Complexe



2 1 1997

010002144

© Éditions Complexe 1996
ISBN 2-87027-553-6
Dépôt légal: D/1638/1996/13